

AIN-TEMOUCHENT/POUR CAUSE DE RETARD DANS LE VIREMENT DU MOIS D'AVRIL

L'UGTA paralyse les établissements scolaires

Répondant au mot d'ordre de grève décidé par le syndicat d'entreprise de l'éducation nationale affilié à l'UGTA, relatif à l'arrêt des cours pour la matinée de dimanche, la quasi totalité du personnel exerçant dans les établissements scolaires de la wilaya d'Aïn Témouchent ont observé ce dimanche matin un débrayage en raison du retard de leur virement du mois d'avril.

Le taux de suivi de cette demi-journée de protestation a atteint les 65% à 10 heures selon un syndicaliste de l'UGTA.

La décision qui a poussé les enseignants et leur syndicat à recourir à cette grève est que les enseignants ont maré des retards dans les virements de leurs paies, car selon l'accord conclu entre le syndicat d'entreprise de l'UGTA et la direction de l'éducation et la poste, le virement du secteur de l'éducation devrait être le 12 de chaque mois, cependant, et vu qu'à chaque fois enregistre des retards de deux à trois jours sur la date fixée préalablement, le syndicat a décidé de réagir cette fois en recourant à une demi-jour-

née de protestation pour dénoncer le mépris affiché à l'encontre de l'enseignant chaque mois, et aussi de mettre chacun devant sa responsabilité.

Il est utile de noter que cette protestation n'est pas la première chez le personnel de l'éducation de la wilaya de Aïn Témouchent puisque cela est devenu courant de voir les enseignants débrayer des heures voire des jours pour exiger qu'on respecte le délai fixé pour le virement de leurs paies mensuelles.

S. B.

TIARET

L'Andi enregistre 36 déclarations d'investissement en 3 mois

Opérationnel depuis septembre dernier, le guichet unique décentralisé (GUD) relevant de l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi) à Tiaret a enregistré durant le premier trimestre de cette année 36 déclarations d'investissement représentant un montant de près de 390 milliards de centimes avec une création prévisionnelle de quelque 490 postes d'emploi soit une baisse par rapport à la même période de l'an 2006 où il a été recensé 46 déclarations pour

une enveloppe dépassant les 580 milliards de centimes.

Selon le directeur de cette agence, pratiquement tous les créneaux d'activités sont ciblés avec un penchant particulier vers l'industrie, le bâtiment ou encore le transport très convoité par les opérateurs de la région de Tissemsilt.

Le dispositif de cette structure ne se limite pas uniquement à traiter les demandes d'investissement, mais aussi à assurer une meilleure fluidité des opérations inhérentes entre autres à l'acquisition de terrains, l'extension des capacités de production, la réhabilitation des bâtiments d'investissement. Aussi, sur les quelque 100 dossiers déposés au niveau de l'Andi, seuls 2 ont été jugés non éligibles, c'est dire les facilitations que s'attelle à instaurer cet organisme d'autant que sa mission première consiste en l'encouragement, la promotion et le soutien à l'investissement. Dans cette même optique, c'est dire les facilitations que s'attelle à préciser que tout porteur de projet est censé trouver les meilleures conditions au niveau de l'agence avec un



temps très court ne dépassant pas les 48 heures pour l'obtention de la décision d'éligibilité. Gérée par une équipe visiblement accueillante et dynamique comme nous l'avons constaté de visu et d'une beauté architecturale attrayante, l'Andi de Tiaret reste un pôle de choix au service des investisseurs du Sersou et d'El-Ouarsenis.

Seulement, l'un des points noirs de cette agence n'est autre que le fait qu'un créneau aussi sensible et important comme l'agriculture du fait des spécificités de la région, soit «exclue», car un fellah ne disposant que d'une carte et non d'un registre du commerce comme le stipule le décret

exécutif 07-08 du 11 janvier 2007, fixant la liste des activités exclues des avantages dictées par l'ordonnance 01-03 du 20 août 2001, ne peut prétendre à ce type de dispositif. Aussi, il aurait été souhaitable que les responsables de l'Andi au niveau central revioient certaines dispositions notamment celles liées aux avantages «géographiques» de manière à encourager, voire privilégier beaucoup plus l'investissement à travers les zones de l'intérieur du pays où certaines régions recelant pourtant des potentialités en la matière demeurent en quête d'une meilleure stratégie d'investissement.

Mourad Benameur

TLEMCEN

Le secteur de la pêche se renforce

Afin d'améliorer les ressources halieutiques dans la wilaya de Tlemcen, le port de pêche de Ghazaouet et celui de Honaine viennent d'être dotés de 4 nouveaux bateaux. Ces embarcations importées de Tunisie, d'Egypte et de la Turquie seront d'un grand apport pour la production et garantiront la création de plus de 70 nouveaux postes de travail.

Ce renforcement s'ajoute aux 218 chalutiers existants au niveau des deux ports en question. Notons que plus de 40 % d'équipements de pêche ont été renouvelés.

Il y a lieu de signaler que ces dernières années, la direction de la pêche a bénéficié de plus de 70 projets dont les dernières en date sont, la réalisation d'ateliers pour la construction et l'entretien des chalutiers à Ghazaouet et Honaine.

Dans le même contexte, une enveloppe de 1 milliard de centimes a été débloquée au profit de la daira de Sebdoou consacrée à la réalisation d'un atelier pour la fabrication des caisses plastiques ainsi qu'un projet de salinisation. Cette réalisation permettra d'augmenter la production actuelle de 11571 tonnes à

600 000 tonnes/an. Il est aussi utile de signaler que malgré la disponibilité, les moyens nécessaires et la main-d'œuvre qui dépasse 1700 salariés, la sardine demeure insuffisante, soit un taux de 50 % sur les réelles capacités.

D'autre part, 15 investisseurs ont bénéficié de l'aide de l'Etat ciblant notamment les projets de l'aquaculture qui fait son apparition dans les zones humides au niveau de la steppe.

Faïza B.

CIRQUE AMAR-FLORILEGIO A SAIDA

La chasse aux ânes ouverte jusqu'au 20 avril

Depuis l'arrivée du cirque Amar-Florilegio à Saïda le 7 avril dernier, accueilli d'ailleurs avec joie par la population surtout les enfants, tout le monde a remarqué la disparition comme par enchantement des ânes et autres baudets qui avaient pris l'habitude de sillonner à longueur de journée les quartiers de la ville. Renseigneusement pris, il s'est avéré qu'un grand nombre d'entre eux a été récupéré et vendu par des anonymes à la direction du cirque, moyennant une

somme qui varie entre 7 000 et 10 000 DA, selon l'âge et la santé de l'animal. Alors que d'autres ont été cachés pour une probable augmentation du prix de la vente, nous dit-on.

Bien entendu, ces animaux domestiques serviront de nourriture aux lions et tigres du cirque qui a élu domicile jusqu'au 20 avril prochain au stade des Frères-Bracci de Saïda-Ville.

M. B. Amine

MASCARA

L'on réapprend à être vigilant

Dans la ville de Mascara, les citoyens comme partout ailleurs ont été hébétés après les attentats qui ont ébranlé la capitale. Pourquoi le sang des Algériens continue-t-il à couler ? s'interrogent-ils. Si certains font dans la réserve et refusent d'émettre un quelconque avis, l'ensemble des citoyens approchés dénoncent ces criminels qui ne reculent devant rien pour continuer à ensanglanter le pays. La méthode employée celle des kamikazes qui ont frappé particulièrement le Palais du gouvernement fait douter certains sur les capacités de l'Etat à assurer la sécurité des citoyens et des institutions. A travers les commentaires, nous relevons la similitude qui est faite avec les attentats commis au Maroc. Reprenant ce qui a été commis par les terroristes depuis quelques mois, certains n'hésitent pas à dénoncer ouvertement les résultats mitigés de la réconciliation nationale. Après avoir retrouvé leurs esprits, les Mascaréens réapprennent à être méfiants et la vigilance est de mise. Sur les places publiques et devant certains édifices, l'on scrute les véhicules qui pourraient être suspects. Il y a deux jours, l'ont avait informé les services de la police sur la présence d'un véhicule stationné à proximité du marché «El Rekaba» et un cordon de sécurité avait été mis sur pied avant que n'arrive son propriétaire. Citoyens et policiers ont retrouvé les comportements post-réconciliation nationale afin de parer à toute éventualité. Aux alentours des édifices de la Maison de la presse et de la radio locale, les policiers en faction interdisent carrément le stationnement. Nous voilà revenus à la case de départ. A propos de case de départ, nous avons en mémoire ce prêche d'un ancien responsable à Mascara, qui lors d'un enterrement, évoquait «ses frères tchétchènes et afghans qui mouraient».

L'UGCA apparemment divisée

Dans une récente sortie, le responsable organique de l'Union générale des commerçants et artisans de la wilaya de Mascara, interpelle le secrétaire général de celle-ci. Dans le document qui nous est parvenu, il demande à ce dernier de mettre un terme aux agissements du secrétaire de wilaya tirant à boulets rouges sur celui-ci. Il déclare que ne jouissant guère de popularité au sein des commerçants, ne représente que lui-même et utilise l'union à des fins politiques. Plus explicite, il évoque les prochaines législatives et ajoute que ce secrétaire n'agit qu'à des fins politiques et qu'il roule pour le FLN. D'autres accusations sont portées contre lui. Il s'avère qu'il occupe la troisième position dans la liste des candidats du Front de libération nationale. Samedi dernier nous parvenait un autre document émanant de la même UGCA. Dans ce document, il est annoncé la création et l'installation d'une commission de soutien à la liste du FLN pour les prochaines législatives. Les cadres et adhérents à l'Union dans leur majorité approuvent cette démarche, lit-on dans le communiqué où sont portés les huit noms de personnes composant ladite commission mais aucune signature n'est apposée en face de ceux-ci.

M. Meddeber

DOTATION DE LA VILLE D'ORAN EN MOBILIER URBAIN

Avenir Décoration en tête de course

L'entreprise privée Avenir Décoration, spécialisée dans l'affichage publicitaire, est pressentie pour décrocher le marché relatif à la dotation de la ville d'Oran en mobilier urbain. La séance d'ouverture des plis techniques comptant pour 70% de la notation finale, qui s'est déroulée samedi dernier au siège de la mairie d'Oran, a fait ressortir Avenir Décoration en tête de liste parmi une dizaine de soumissionnaires. Ce qui la place en bonne position pour décrocher le marché dont l'attribution finale est prévue pour la semaine prochaine, lors de la séance d'ouverture des offres financières. Pour rappel, cette même entreprise a remporté le marché de dotation de 28 communes de la capitale en mobilier urbain (abribus, kiosques multiservices, bancs publics, panneaux d'affichage...). Les équipes sont à pied d'œuvre pour meubler les rues et avenues de la capitale en commodités dignes d'une métropole comme Alger.

Lotfi M.

SIDI-BEL-ABBES

Un jeune homme retrouvé mort dans les eaux d'El Ançor

Un jeune homme répondant aux initiales EL. A., âgé de 30 ans résidant à Sidi-Bel-Abbès qui s'était rendu à Oran dans la journée de lundi dernier avant de disparaître a été retrouvé mort.

En effet, selon les informations que nous avons recueillies, mercredi dernier, le corps de la victime a été retrouvé flottant à la surface des eaux de la mer dans la localité d'El Ançor, (Oran). Cette mort, du moins suspecte, a suscité les pires interrogations sur les causes ayant entraîné ce décès, l'homicide volontaire, l'accident, suicide ou tentative de hadda, il est impossible pour le moment de répondre avec précision. Son portable et ses papiers auraient été retrouvés déposés sur une paroi.

Ces traces ont entouré d'un halo de suspicion le décès du jeune homme et d'accusés se demandent si ce n'est pas la mise en place d'un scénario pour brouiller les pistes. Enfin, une enquête a été ouverte pour déterminer avec précision les circonstances de ce drame.

A. M.